

BRÈVES SECTORIELLES États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2026-06 du 12 février 2026

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les Etats-Unis et l'Inde annoncent un accord commercial cadre et provisoire ainsi que la suppression des droits supplémentaires de 25% liés aux importations indiennes de pétrole russe
2. Les Etats-Unis et l'Argentine annoncent la signature d'un accord commercial
3. Les Etats-Unis et le Bangladesh annoncent la signature d'un accord commercial

Climat – énergie – environnement

4. Le président D. Trump et l'Administrateur L. Zeldin annoncent « *la plus grande action de déréglementation de l'histoire des États-Unis* » en supprimant l'*« endangerment finding »*

Transport et infrastructure

5. Le pôle EDDET participe à un programme de visites en Alabama et en Louisiane sur le thème des transports et de la logistique

Industrie

6. Le Pôle Entreprises et Innovation en déplacement en Pennsylvanie

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

Propriété Intellectuelle

Brèves

Numérique et innovation

Brèves

Santé

7. L'administration américaine lance la plateforme de vente directe de médicaments TrumpRx

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les Etats-Unis et l'Inde annoncent un accord commercial cadre et provisoire ainsi que la suppression des droits supplémentaires de 25% liés aux importations indiennes de pétrole russe

Le 6 février 2026, la Maison Blanche a publié un [décret présidentiel](#) annulant les droits de douane supplémentaires de 25% imposés à l'Inde depuis le 6 août 2025. Ces droits avaient été instaurés sur la base de l'*International Emergency Economic Powers Act* de 1977, en raison de l'importation de pétrole russe de la part de l'Inde.

Le même jour, la Maison Blanche a publié une [déclaration conjointe](#) avec l'Inde annonçant la conclusion d'un accord commercial cadre et provisoire entre les deux parties.

L'accord prévoit d'abaisser les droits réciproques de 25% à 18% et annonce de nouvelles exemptions de droits pour l'instant non listées. L'accord prévoit l'exemption des droits sectoriels, pour certains composants aéronautiques, sur l'acier, l'aluminium, le cuivre. Un quota de pièces automobiles indiennes exempté de droits 232 est également prévu par l'accord. Enfin, les Etats-Unis s'engagent à instaurer un traitement préférentiel vis-à-vis de l'Inde en cas de mise en œuvre de droits sectoriels sur les produits pharmaceutiques.

De son côté, l'Inde réduit ses droits de douane sur les biens industriels et certains biens agricoles américains, lève les barrières non tarifaires dans les domaines des équipements médicaux et du numérique. L'accord prévoit une potentielle reconnaissance des standards américains par l'Inde, dans un délai de 6 mois à partir de l'entrée en vigueur de l'accord. L'Inde s'engage à acheter pour 500 milliards de dollars de produits énergétiques, d'avions, de pièces détachées aéronautiques, de métaux précieux, de produits technologiques et de charbon à coke américains au cours des cinq prochaines années.

Les deux pays s'engagent à revoir leurs règles d'origine et annoncent des mesures de rétorsions mutuelles en cas de violation de l'accord.

2. Les Etats-Unis et l'Argentine annoncent la signature d'un accord commercial

Le 5 février 2026, le représentant américain au commerce Jamieson Greer [a signé](#) un [accord commercial entre les Etats-Unis et l'Argentine](#). Ce dernier prévoit des exemptions tarifaires sur plus de

1000 produits argentins et un droit de douane réciproque américain de 10%.

L'accord stipule que l'Argentine accordera un accès préférentiel à son marché intérieur pour plusieurs produits américains : des produits chimiques, certains médicaments, des machines, des produits technologiques, des équipements médicaux, des véhicules à moteur et des produits agricoles.

Au niveau agricole, l'accord prévoit un accès élargi pour le bétail et la volaille vivants américains et des procédures d'approbation simplifiées pour les produits de bœuf et de porc américains. A l'inverse, l'Argentine pourra exporter 100 000 tonnes de bœuf vers les Etats-Unis.

L'Argentine s'engage à ne pas imposer de taxe sur les services numériques discriminantes pour les entreprises américaines, ou de droits sur les transmissions électroniques.

L'Argentine devra également adopter des mesures similaires à celles de Etats-Unis en termes de sécurité nationale, si elles sont pertinentes pour la protection de la sécurité économique et nationale des Etats-Unis. Un renforcement de la coopération en matière de contrôle des exportations est prévu par l'accord.

L'Argentine reconnaîtra certaines certifications réglementaires américaines sur la propriété intellectuelle et renforcera l'application de ces règles.

L'accord mentionne explicitement que les Etats-Unis conservent la possibilité d'imposer des droits de douane supplémentaires pour motif de préservation de leur sécurité nationale.

3. Les Etats-Unis et le Bangladesh annoncent la signature d'un accord commercial

Le 9 février 2026, le représentant américain au commerce Jamieson Greer a signé un accord commercial entre les Etats-Unis et le Bangladesh. Ce dernier prévoit l'abaissement du taux des droits de douane « réciproques » de 20% à 19%, ainsi que la mise en place d'un quota annuel exempté de droits pour l'importation de textile bangladais aux Etats-Unis, en contrepartie de l'engagement du Bangladesh à des concessions tarifaires et non tarifaires.

Brèves

- Le 6 février 2026, la Maison Blanche a publié un décret ouvrant la possibilité de droits de douane secondaires imposés aux pays achetant des produits ou services iraniens. Le taux de ces droits éventuels n'est pas précisé.

Climat – énergie – environnement

4. Le président D. Trump et l'Administrateur L. Zeldin annoncent « la plus grande action de déréglementation de l'histoire des États-Unis » en supprimant l'« endangerment finding ».

Le 12 février, aux côtés du président D. Trump, l'Administrateur de l'Agence de protection de l'environnement (EPA) L. Zeldin a [annoncé](#) la publication de la règle finale qui supprime « l'endangerment finding », ainsi que toutes les normes fédérales régulant les émissions de gaz à effet de serre pour les véhicules et moteurs des années 2012 à 2027, ce qu'ils considèrent comme « la plus grande action de déréglementation de l'histoire des Etats-Unis ». L'EPA justifie cette suppression par le fait que le Congrès, et non l'EPA, est compétent pour établir ce type de politiques environnementales aux lourdes conséquences économiques ainsi que par sa volonté de suivre strictement la loi, conformément aux récentes décisions de la Cour suprême et au décret présidentiel « *Unleashing American Energy* » du 20 janvier 2025. Selon l'EPA, cette règle finale devrait permettre aux Américains d'économiser plus de 1 300 Mds\$, soit environ 2400\$ par véhicule. L'EPA précise qu'elle privilie le choix des consommateurs plutôt que les postures idéologiques sur le climat.

En 2007, par l'arrêt Massachusetts v. EPA, la Cour suprême avait reconnu à l'EPA une compétence de réglementation des émissions de gaz à effet de serre (GES), ceux-ci pouvant en effet être considérés comme des polluants atmosphériques ("air pollutant") entrant dans le périmètre du Clean Air Act (CAA). La Cour estimait dans le même temps que l'administrateur de l'EPA devait néanmoins déterminer si, conformément à la section 202(a) du CAA, les émissions de GES provenant des nouveaux véhicules à moteur causaient ou contribuaient à une pollution atmosphérique susceptible de mettre en danger la santé ou le bien-être publics, ou si les données scientifiques étaient trop incertaines pour permettre de prendre une décision raisonnée. En 2009, l'administrateur de l'EPA avait conclu avec un « Endangerment Finding » que les concentrations actuelles et prévues des six principaux GES, dont le CO₂, constituaient de fait une menace pour la santé publique et le bien-être des générations actuelles et futures. En 2016, l'EPA confirmait cette conclusion sur la base de la revue des données scientifiques actualisées. Depuis, cet Endangerment Finding a servi de fondement juridique pour la régulation des émissions de GES par l'EPA. Le 12 mars 2025, l'administrateur Zeldin avait [annoncé](#) que l'agence entamait un réexamen officiel de la conclusion de 2009 sur

les dangers potentiels, arguant du caractère alors « juridiquement créatif » de « l'Endangerment finding ».

Brèves

- Le 6 février, la Maison Blanche a [publié](#) une proclamation présidentielle autorisant de nouveau la pêche commerciale dans l'aire marine protégée (« Marine National Monument ») des canyons et monts sous-marins du Nord-Est. Le président D. Trump indique estimer que la pêche commerciale réglementée ne menace pas les objets d'intérêt de cette aire protégée et que toutes les espèces concernées bénéficient déjà de protections fédérales via d'autres lois, incluant la protection des espèces en danger et des mammifères marins. Il indique également que d'autres textes réglementent la pollution et protègent les écosystèmes marins, garantissant la durabilité des pêcheries.
- Le 11 février, le Président D. Trump a [signé](#) un décret demandant au Secrétaire à la Guerre, en coordination avec le Secrétaire à l'Énergie, de conclure des contrats d'achat d'électricité avec des centrales à charbon afin de renforcer la résilience et la fiabilité du réseau électrique, sur lequel reposent les installations militaires, les opérations et la production de l'industrie de défense. Ce décret s'inscrit dans la continuité des décrets présidentiels du 8 avril 2025, « Reinvigorating America's Beautiful Clean Coal Industry » et « Strengthening the Reliability and Security of the United States Electric Grid », et réaffirme que le charbon est essentiel à la sécurité nationale et économique américaine, le réseau devant utiliser des sources d'énergie fiables et abondantes pour faire face à l'urgence énergétique nationale déclarée par le décret du 20 janvier 2025.
- Le 11 février, le Département de l'Energie (DoE) a [annoncé](#) l'arrivée à Caracas (Venezuela) du Secrétaire à l'Energie Chris Wright. Le DoE précise que ce déplacement a pour but de faire avancer la mission du Président D. Trump visant à restaurer la prospérité, la sécurité et la sûreté au Venezuela, aux États-Unis et dans l'hémisphère occidental. Lors de sa visite, C. Wright rencontrera la direction intérimaire vénézuélienne, y compris la présidente intérimaire Delcy Rodríguez, ainsi que des dirigeants économiques. Il visitera également des champs pétroliers pour constater comment l'accord énergétique historique États-Unis–Venezuela favorise la paix et la prospérité.

Transport et infrastructure

5. Le pôle EDDET participe à un programme de visites en Alabama et en Louisiane sur le thème des transports et de la logistique



Le pôle Ecologie, Développement Durable, Energie et Transport du SER a participé du 9 au 11 février à une visite des attachés transports de plusieurs ambassades européennes à Washington DC. Le programme, réparti entre Mobile (Alabama) et la Nouvelle-Orléans (Louisiane), a permis d'aller à la rencontre de plusieurs acteurs des transports et de la logistique dans la région du golfe du Mexique. A Mobile, le groupe a notamment pu visiter le site d'Airbus ainsi que le port de la ville. En prenant la liaison ferroviaire Amtrak réouverte en août dernier, 20 ans après l'ouragan Katrina, le groupe a ensuite poursuivi ses rencontres sur la Nouvelle-Orléans. Ces rencontres ont inclus des échanges avec le port et Greater New Orleans (GNO), l'organisme de promotion du développement économique de la ville, ainsi qu'avec le Département des transports et du développement (DOTD) de Louisiane.

Brèves

- Le Secrétaire aux Transports, Sean P. Duffy, a dévoilé le 10 février une nouvelle proposition visant à augmenter la quantité de contenu domestique requise pour les bornes de recharge de véhicules électriques, de 55 % à 100 %. Cette dérogation « Buy America » vise, selon le communiqué, à renforcer la fabrication nationale, générer de nouveaux emplois américains, rendre les entreprises américaines plus compétitives et répondre aux préoccupations potentielles de sécurité nationale (vulnérabilités en cybersécurité). Le communiqué rappelle qu'en août 2025 le secrétaire Duffy avait dévoilé des directives révisées pour le programme de financement fédéral de bornes de recharge (National Electric Vehicle Infrastructure (NEVI)).

Industrie

6. Le Pôle Entreprises et Innovation en déplacement en Pennsylvanie



La Consule Générale de France à Washington, Caroline Monvoisin, Business France, et le Service économique régional de Washington se sont rendus à Pittsburgh, en Pennsylvanie, les 5 et 6 février.

Ce déplacement a permis de mieux comprendre le riche écosystème économique de Pittsburgh, en pleine recomposition industrielle, avec la diversification des débouchés des grands groupes historiques locaux et l'émergence de startups ou d'ETI de la santé ou de la tech, à proximité des campus universitaires tels que ceux de l'Université de Pittsburgh et de Carnegie Mellon.

Il a aussi permis d'établir ou renforcer nos contacts avec plusieurs multinationales américaines présentes en France – Calgon Carbon, Howmet, PPG et Wesco – avec qui les discussions ont été particulièrement utiles pour nos travaux, tant en matière de

promotion de l'attractivité de la France pour les investissements étrangers qu'en matière d'analyse des développements économiques aux Etats-Unis.

Nous avons également pu faire la promotion de l'importante présence française en Pennsylvanie, auprès des autorités de cet Etat, élus comme agences de développement. En nous appuyant sur notre rapport économique annuel, nous avons rappelé que les entreprises françaises employaient près de 30 000 personnes dans l'Etat, et souligné que les échanges commerciaux entre la Pennsylvanie et la France étaient croissants et mutuellement bénéfiques.

Brèves

- Le 10 février 2026, Boeing a [annoncé](#) l'ouverture à l'été 2026 d'une quatrième ligne de production du 737 dans son usine d'Everett (Washington State), afin de porter progressivement la cadence du 737 MAX de 42 à 63 appareils par mois au cours des prochaines années. Cette décision, qui vise la restructuration d'une production stable, marquera la première fois qu'un 737 est produit hors de l'usine traditionnelle de Boeing, à Renton (Massachusetts).
- Le 10 février 2026, Ryanair a [annoncé](#) la signature d'un accord pluriannuel stratégique de services de pièces et de maintenance moteur avec la co-entreprise franco-américaine CFM International (Safran et General Electric), pour un montant de plusieurs milliards de dollars. La compagnie aérienne vise l'expansion de sa flotte et l'internalisation d'une partie de l'entretien de ses Boeing 737, équipés de moteurs CFM56-7B et LEAP-1B. Dans ce cadre, Ryanair s'est engagé à acheter plus d'un milliard de dollars de pièces détachées par an auprès de CFM.

Distribution et divertissement

Brèves

- Le 10 février 2026, Paramount Global a [franchi](#) une nouvelle étape dans le processus de rachat de Warner Bros Discovery en révisant son offre face à celle de Netflix. Parmi les nouveaux engagements pris, le groupe confirme le prix d'achat (30 \$ par action, soit une valorisation globale d'environ 108 Md\$), ajoute la couverture d'une indemnité de retard pour les actionnaires (« ticking fee » de 0,25 \$ par action et par trimestre au-delà du 31 décembre 2026), afin d'accélérer la conclusion de la transaction et d'assumer une partie du risque réglementaire. Paramount s'est également engagé à couvrir jusqu'à 2,8 Md\$ de frais de rupture liés à l'accord concurrent avec Netflix. En parallèle, le Department of Justice américain a lancé un examen

antitrust de l'offre de Netflix, portant sur le risque de position dominante en cas de rachat.

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

- L'Environmental Protection Agency (EPA), a réapprouvé l'utilisation « over-the-top » (sur les feuillages) du pesticide « dicamba » pour les cultures de soja et de coton. Cet herbicide controversé utilisé pour détruire les mauvaises herbes devenues résistantes au glyphosate est connu pour sa grande volatilité et a été à l'origine de plus de 3500 incidents ayant endommagé près de 500 000 ha de cultures et de jardins aux Etats-Unis. L'EPA conditionne cette réapprobation à des prescriptions d'usage encore plus restrictives qu'auparavant (taux d'application réduits, interdictions d'application au-delà d'une certaine température extérieure etc.). Le secteur agricole et l'agrochimie ont salué cette décision, tandis que les organisations de défense de l'environnement jugent les nouvelles restrictions insuffisantes. Enfin, certains partisans du mouvement « *Make American Healthy Again* » accusent l'EPA de « *MAHA-washing* », estimant qu'elle met en avant des préoccupations sanitaires pour légitimer une décision qui privilégie les intérêts des agriculteurs et des entreprises plutôt que l'environnement.
- Dans le cadre d'un nouvel accord bilatéral, l'Argentine pourra exporter aux Etats-Unis un volume de 80 000 tonnes de bœuf maigre à droit nul pour 2026, réparti en quatre tranches trimestrielles de 20 000 tonnes chacune. Ce quota vise notamment à réduire le coût du bœuf aux Etats-Unis et s'ajoute au contingent annuel de 20 000 tonnes à droit réduit (environ 0,044 USD/kg) déjà existant pour le bœuf argentin. Les volumes excédant ces deux contingents sont soumis au droit hors quota d'environ 26,4 % ad valorem. Réciproquement, les États-Unis pourront exporter jusqu'à 80 000 tonnes de bœuf vers l'Argentine en 2026, selon les mêmes paramètres trimestriels, sans limitation sur les découpes. Les élus républicains du Nebraska, Deb Fischer et Don Bacon, ainsi que la *United States Cattlemen's Association* (USCA) ont exprimé leurs préoccupations concernant l'ouverture de ce nouveau contingent. Ils ont souligné que le plus important était de reconstruire le cheptel national plutôt que d'importer du bœuf étranger. L'USCA a insisté sur le fait que cette mesure devait rester exceptionnelle et ponctuelle, et qu'il ne fallait pas normaliser un tel niveau d'accès au marché. Toutefois, l'association a salué le caractère réciproque de l'accord.

- Quarante organisations agricoles et agroalimentaires ont lancé la coalition agricole pour l'accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA) afin de promouvoir ses bénéfices à l'approche de sa renégociation prévue en juillet 2026. Dans le cadre de ce lancement, la coalition a dévoilé un [site](#) web et lancé une [campagne](#) publicitaire. La coalition souligne qu'avec « des ajustements ciblés le renouvellement de l'accord permettra à l'économie américaine de prospérer et de consolider la chaîne de valeur alimentaire et agricole des États-Unis ». Lors d'un discours au Sénat, Chuck Grassley (R-Iowa) a également exprimé son soutien au renouvellement de l'accord en soulignant les bénéfices de l'USMCA pour le secteur agricole.

Propriété Intellectuelle

Brèves

- Le 10 février 2026, H. Lutnick [a confirmé](#) que l'Administration ne planifiait pas la mise en œuvre d'un plan de taxation sur la valeur des brevets en réponse aux inquiétudes du Sénateur C. Coons (D-DE) lors d'une audition du sous-comité du Commerce, de la Justice, des Sciences et des Agences associées du Comité des Crédits (« Appropriations ») au Sénat. Le Sénateur C. Coons a saisi l'occasion d'interroger le Secrétaire d'Etat au Commerce alors qu'il venait pour des questions liées au financement du déploiement haut débit.

Numérique et innovation

Brèves

- Le 9 février, Databricks, éditeur de logiciels d'analyse de données intégrant des outils d'intelligence artificielle, a [annoncé](#) une levée de fonds de 5 Mds\$, complétée par 2 Mds\$ de dette, portant sa valorisation à 134 Mds\$. L'entreprise propose aux organisations des solutions leur permettant d'exploiter et d'articuler leurs données avec des modèles d'IA, notamment en vue de développer des agents adaptés à leurs besoins. Databricks a indiqué avoir atteint un rythme de revenus annualisé de 5,4 Mds\$, en croissance de plus de 65 % sur un an.
- Le 9 février, OpenAI a [acté](#) le lancement d'une phase d'essai d'affichage de publicités sur son agent conversationnel ChatGPT, aux États-Unis. L'expérimentation concerne, à ce stade, les utilisateurs adultes des offres d'entrée de gamme Free et Go. L'entreprise a indiqué que cette initiative vise à « soutenir un accès élargi à des fonctionnalités plus avancées de ChatGPT tout en maintenant la confiance que les utilisateurs placent dans ChatGPT ». OpenAI

précise que les publicités n'influencent pas les réponses générées, que les annonceurs n'ont pas accès aux conversations et que les utilisateurs peuvent contrôler les annonces affichées, notamment en les masquant ou en transmettant des retours.

- Le 10 février, Google a [annoncé](#) le lancement du programme de formation Gemini Enterprise Agent Ready (GEAR). Destiné aux développeurs en entreprise et proposé gratuitement, ce programme prévoit la mise à disposition de modules de formation et de parcours de certification portant notamment sur la conception et le déploiement de solutions agentiques au sein de l'écosystème Google Cloud, via les outils mis à disposition par les plateformes Gemini Enterprise et Agent Development Kit.

Santé

7. L'administration américaine lance la plateforme de vente directe de médicaments TrumpRx

Le 5 février, le Président Trump a [annoncé](#) le lancement officiel de la plateforme numérique de vente directe de médicaments TrumpRx.gov. Ce site internet, dont la création avait déjà été évoquée en septembre dernier par la Maison Blanche, doit faciliter l'achat de médicaments sur ordonnance par les patients américains, à des prix réduits, sans utilisation d'une couverture d'assurance santé, publique ou privée. L'initiative s'inscrit dans le cadre des diverses stratégies mises en œuvre par l'administration américaine afin de réduire le coût des médicaments vendus aux Etats-Unis, depuis la publication du décret exécutif du 12 mai 2025, qui [chargeait](#) notamment le Département de la Santé américain (HHS) de faciliter la vente directe de médicaments aux Etats-Unis à prix dits « de la nation la plus favorisée » (MFN), c'est-à-dire au prix le plus bas pratiqué parmi un ensemble de pays développés. Le site TrumpRx – qui ne propose pas directement les médicaments à la vente – présente ainsi un outil de recherche de traitements, la possibilité de comparer le prix initial de ces derniers avec les prix réduits auxquels ils sont proposés sur la plateforme, et selon les médicaments, l'option de recevoir un coupon permettant l'achat du médicament en pharmacie, ou la redirection vers le site de vente directe du fabricant, où l'achat peut être effectué. TrumpRx met également en avant la différence de prix existant entre le prix de vente américain de certains médicaments et leur prix de vente à l'étranger (e.g. le traitement contre l'infertilité Gonal-F, qui serait vendu 1449\$ l'unité aux Etats-Unis, 355\$ au Canada, et finalement 252\$ via TrumpRx). La quarantaine de médicaments disponibles à ce jour sur la plateforme correspondent à certains des médicaments produits par les 16

laboratoires ayant conclu des accords avec l'administration américaine afin de réduire le prix de leurs traitements aux Etats-Unis, largement par le biais du programme d'assurance santé Medicaid et via la vente directe.

Le Président Trump a présenté le lancement de la plateforme comme « la plus importante réduction de prix de médicaments sur ordonnance de l'histoire ». Toutefois, certaines analyses pointent le fait que plusieurs médicaments de marque disponibles via TrumpRx présenteraient des génériques aux prix plus abordables via les sites de vente directe GoodRx ou Cost Plus Drug. D'autres médicaments, qui ne présentent pas encore de génériques, tels que les antidiabétiques ou traitements contre le surpoids d'Eli Lilly ou Novo Nordisk, seraient néanmoins disponibles sur TrumpRx à des prix effectivement plus bas que ceux auxquels ils étaient jusqu'alors proposés par ces laboratoires aux Etats-Unis.

Brèves

- Le 10 février, l'entreprise pharmaceutique américaine Moderna a indiqué avoir reçu une lettre de la Food and Drug Administration (FDA), lui signifiant son refus de procéder à l'examen de sa demande de mise sur le marché de son vaccin à ARN messager expérimental contre la grippe, mRNA-1010. Selon l'entreprise, la raison avancée par la FDA pour refuser cet examen serait la préexistence sur le marché américain d'un vaccin antigrippal comparable, et l'absence d'une « étude adéquate et bien contrôlée » avec un groupe de comparateurs reflétant les meilleures normes de soin disponibles. Moderna a estimé que cette lettre entrait en contradiction avec de précédents courriers de la FDA, qui ne soulevaient pas, à propos du même vaccin, de telles objections s'agissant de comparateurs existants ou d'études insuffisantes. Certaines analyses suggèrent que ce refus d'examen de la FDA représenterait une nouvelle preuve des suspicions entretenues par l'administration américaine s'agissant des vaccins à ARN messagers.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)